

## Conjoncture

## Les vérités de Jouahri

● Comme à son habitude, le wali de Bank Al-Maghrib n'y est pas allé par quatre chemins, lors d'une réunion du Conseil national de l'entreprise (CNE) tenue le 2 avril à Agadir. Invité d'honneur de ce cercle patronal, le gouverneur de la Banque centrale a passé au peigne fin l'économie nationale tout en tirant la sonnette d'alarme concernant certains indicateurs inquiétants.

### CROISSANCE L'INDUSTRIE BAT DE L'AILE

C'est un fait : les activités non agricoles n'arrivent pas à prendre le relais. L'atonie de l'activité chez les partenaires européens y est certainement pour quelque chose. Le wali de la Banque centrale indique qu'outre le choc de 2009, la croissance non agricole s'est inscrite sur un nouveau palier bas oscillant autour de 3% contre 4,8% en moyenne entre 2000 et 2008. Ainsi, la croissance des industries de transformation a ralenti de 3,4% entre 2000 et 2008 à 0,9% sur la période 2012-2015. Pire, l'emploi dans le secteur s'est inscrit sur une tendance baissière depuis 2009 : baisse de sa part dans le PIB de 17% entre 2000 et 2007 à 15,5% sur la période 2008-2014.

### EXPORT L'AUTOMOBILE, OUI MAIS...

Le secteur industriel a connu ces dernières années l'émergence de nouveaux champions de l'export. Ainsi, l'industrie automobile est devenue le premier secteur exportateur depuis 2014, devançant les phosphates et dérivés. Les autres secteurs, notamment l'aéronautique et la pharmaceutique, se développent, mais leur niveau d'activité reste encore faible. Néanmoins, « nous n'avons pas pu cerner l'impact de cette performance à l'export sur l'emploi et sur la croissance, ni mesurer le

de devises, l'emploi et l'intégration du tissu économique nationale!

### CHÔMAGE UNE BOMBE À RETARDEMENT

L'autre réalité pointée par le gouverneur de la Banque centrale est que l'économie nationale génère de moins en moins d'emplois. Le nombre de créations nettes est passé de 168.000 en moyenne, entre 2001 et 2008, à 80.000 entre 2009 et 2012 et à 56.000 entre 2013 et 2015. Les services restent le premier pourvoyeur d'emplois, mais le rythme de création s'essouffle. Principale caractéristique de ce secteur : les emplois y restent précaires, notamment dans le « commerce et réparation » et les « services personnels et domestiques ». La tâche est donc des plus hardies pour limiter les dégâts. Selon Jouahri, pour stabiliser le taux de chômage à son niveau de 2015, les créations nettes d'emplois devraient avoisiner les 160.000 postes en moyenne annuelle.

### CHANGE LE DÉFI DE LA FLEXIBILITÉ

L'une des réformes cruciales reste la transition vers un régime de change plus flexible. Selon le wali de la banque d'émission, cette transition va de pair avec celle vers un cadre de politique monétaire de ciblage d'inflation et la définition d'une nouvelle ancre (inflation au lieu du taux de change). Cette flexibilisation, qui ne peut être que graduelle, nécessite un certain nombre de pré-requis : des équilibres macro-économiques maîtrisés de façon permanente, en particulier celui budgétaire, un niveau suffisant des réserves de change, un secteur bancaire solide, des opérateurs bien préparés en matière de gestion des risques de change... « Nous avons inscrit depuis 2013 la préparation à cette transition parmi les priorités de notre plan stratégique, à travers plusieurs actions : la mise en place d'un nouveau dispositif d'analyses et de prévisions

inspiré des meilleures pratiques des Banques centrales et adapté à cette transition, et l'amélioration et le renforcement de la communication », indique Jouahri.

### FINANCEMENT UN COUP DE POUCE AUX TPME

L'accès au financement est une doléance qui revient régulièrement chez les TPME. Pour y remédier, la Banque centrale, le GPBM et la CCG

ont mis en place en 2014 un Fonds de soutien financier à leur profit d'un potentiel de financement de 3,6 MMDH sur 3 ans. Cet instrument est destiné au cofinancement, avec les établissements de crédit, des TPME viables mais connaissant des difficultés passagères en raison d'une conjoncture difficile. Le premier bilan révélé par Jouahri renseigne sur l'affluence des entreprises pour en bénéficier. Ainsi, à fin mars dernier, le comité de pilotage a approuvé pas moins de 237 dossiers pour un montant total de 1,5 MMDH. Par secteur d'activité, l'industrie s'est taillé la part du lion avec 48%, la distribution et le commerce avec 22%, le BTP avec 23% et les services avec 7%. Il est à noter que la plupart des difficultés des entreprises sont liées aux délais de paiement.

● PAR **TARIK HARI**  
t.hari@leseco.ma

**Les difficultés des entreprises sont liées, en majorité, aux délais de paiements.**

« taux d'intégration », précise Abdellatif Jouahri. Dans l'une de ses sorties trimestrielles, dans le cadre du Conseil de Bank Al-Maghrib, le gouverneur avait ouvertement critiqué la faible valeur ajoutée de ces « nouveaux champions » de l'export sur la rentrée